

ACCORD DE CONSORTIUM

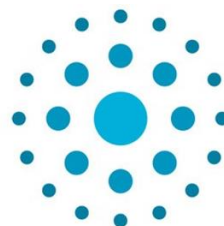
POUR LA REALISATION DU PROJET IDEX « UCA^{JEDI} »

VERSION FINALE EN DATE DU 25/10/2018



INITIATIVE D'EXCELLENCE

UCA^{J.E.D.I.}
UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR



PREAMBULE :

La France cherche à se doter d'une dizaine d'universités intensives en recherche, qui soient à même de jouer un rôle significatif au niveau international. La labellisation « Initiative d'excellence » (Idex) identifie ce groupe d'universités. Les Idex réunissent, selon une logique de territoire, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche déjà reconnus pour leur excellence scientifique et pédagogique. Elles visent un niveau d'intégration élevé capable d'assurer leur visibilité et leur attractivité à l'échelle internationale. Elles se structurent autour de projets scientifiques particulièrement ambitieux, en partenariat étroit avec leur environnement économique.

Dans ce cadre, la communauté d'universités et d'établissements (COMUE) Université Côte d'Azur a porté, pour le compte de ses membres et avec le soutien de ses partenaires le projet UCA^{JEDI} (Joint, Excellent and Dynamic Initiative). Ce projet, après une évaluation positive par le jury des initiatives d'excellence, a fait l'objet d'une décision du Premier ministre le 22 avril 2016, afin d'autoriser l'ANR à contractualiser sur le projet d'UCA^{JEDI} dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence/Initiatives-Science - Innovation -Territoires - Economie (IDEX/I-SITE) ».

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'Universités et Etablissements (ComUE), **Université Côte d'Azur** (ci-après « UCA » ou « **ETABLISSEMENT PORTEUR** »), Etablissement public national, scientifique, culturel et professionnel, N° SIREN 130 020 894, dont le siège est sis 28, avenue Valrose, 06 103 Nice Cedex 2, représentée par Monsieur Jean-Marc GAMBAUDO, en qualité de Président,

ET

L'Université Nice Sophia Antipolis (ci-après « UNS »), Etablissement public national, scientifique, culturel et professionnel, N° SIREN 190 609 313, dont le siège est sis 28, avenue Valrose, BP 2135 - 06 103 Nice Cedex 2, représentée par Monsieur Emmanuel TRIC, en qualité de Président,

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique (ci-après le « CNRS »), établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16, n° SIREN 180 089 013, représenté par Monsieur Antoine PETIT, en qualité de Président-Directeur Général,

ET

L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (ci-après « Inria »), Etablissement public à caractère scientifique et technologique, régi par le décret 85-831 du 2 août 1985 modifié, dont le siège est Domaine de Voluceau, Rocquencourt, BP 105, 78153 Le Chesnay Cedex, n° SIREN 180 089 047, représenté par Bruno SPORTISSE, en qualité de Président Directeur-Général,

ET

L'Observatoire Côte d'Azur (ci-après « OCA ») Etablissement public national, scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Boulevard de l'observatoire, CS34229, 06304 Nice cedex 4, représenté par Monsieur Thierry LANZ, en qualité de Directeur,

ET

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nice (ci-après désigné « **le CHU** »), Etablissement public de santé, dont le siège est situé 4 avenue Reine Victoria –CS 91179, 06003 Nice Cedex 1, représenté par son Directeur Général, M. Charles GUEPRATTE, représenté par Monsieur Charles GUEPRATTE, en qualité de Directeur Général,

ET

EDHEC Business School, Etablissement d'enseignement supérieur privé sous statuts d'association Loi 1901, dont l'établissement principal est situé au campus de Lille, 24 avenue Gustave Delory, CS 50411, 59057 Roubaix Cedex 1, représentée par Monsieur Emmanuel METAIS, en qualité de Directeur Général

ET

SKEMA Business School, Etablissement d'enseignement supérieur privé sous statuts d'association Loi 1901, dont l'établissement principal est situé au 60, rue Dostoïevski, CS 30085, 06902 Sophia Antipolis cedex,
représentée par Madame Alice GUILHON, en qualité de Directrice Générale,

ET

Centre National de création Musicale (ci-après « CIRM »), Etablissement d'enseignement supérieur privé dont le siège est situé au 33 avenue Jean Médecin, 06000 Nice,
représenté par Monsieur François PARIS, en qualité de Directeur,

ET

La VILLA ARSON, Etablissement public national à caractère administratif dont le siège est situé au 20 Avenue Stephen Liegeard, 06100 Nice,
représentée par Monsieur Alain AVENA, en qualité de Secrétaire Général,

ET

Ecole Supérieure de Réalisation Audiovisuelle (ci-après « ESRA »), Etablissement Supérieur Technique Privé, dont le siège est situé au 9 quai des deux Emmanuels, 06300 Nice,
représentée par Monsieur Thierry COLLARD, en qualité de Directeur,

ET

The Sustainable Design School (ci-après « SDS »),
Etablissement d'enseignement supérieur privé, dont le siège est situé au 21 avenue Simone Veil, 06200 Nice,
représentée par Monsieur Maurille LARIVIERE, en qualité de Président,

ET

L'Ecole Supérieure de danse Rosella Hightower, Etablissement privé dont le siège est situé au 5 rue de Colmar, 06400 CANNES,
représentée par Monsieur Jean ZIEGER, en qualité de Président,

ET

Conservatoire National à Rayonnement Régional de la ville de Nice (ci-après « CNRR ») Etablissement public territorial d'enseignement artistique spécialisé, dont le siège est situé à la Direction de l'Opéra et du Conservatoire MAIRIE DE NICE - 5, rue de l'Hôtel-de-Ville - 06364 Nice,
représenté par Monsieur Christian ESTROSI, en qualité de Maire,

ET

L'Institut National de Recherche Agronomique (ci-après « INRA »), Établissement public à caractère scientifique et technologique, situé 147 rue de l'université, 75338 Paris Cedex 07,
représenté par Monsieur Philippe MAUGUIN, en qualité de Président Directeur Général,

ET

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (ci-après « INSERM »), Établissement public à caractère scientifique et technologique, situé au 18, avenue Mozart - CS 20172, 13276 Marseille Cedex 9,
représenté par Monsieur Dominique NOBILE, en qualité de Délégué Régional,

ET

L'Institut de Recherche pour le Développement (ci-après « IRD »), Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 44, boulevard de Dunkerque, CS 90009, F-13572 Marseille Cedex 02,
représenté par Monsieur Jean-Paul MOATTI, en qualité de Président Directeur Général,

ET

Ecole Nationale des Mines de Paris, Etablissement public national, scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 60 Boulevard Saint-Michel, 75006 Paris,
représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE, en qualité de Directeur,

ET

EURECOM, Etablissement public et privé national, scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé Campus SophiaTech, 450 Route des Chappes, 06410 Biot,
représentée par Monsieur Ulrich FINGER, en qualité de Directeur,

ET

La **Fondation partenariale « Université Côte d'Azur »**, dont le siège est sis 28, avenue Valrose, 06 103 Nice Cedex 2, ci-après dénommée « PARTENAIRE ASSOCIE »,
représentée par Eric DUMETZ, en qualité de Président,

ci-après dénommés ensemble « **PARTIES** » ou individuellement « **PARTIE** »

L'ETABLISSEMENT PORTEUR et les PARTIES étant ci-après désignés ensemble les « **PARTIES** » ou séparément la « **PARTIE** »

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets Initiatives d'excellence du premier programme d'investissement d'avenir et de l'appel à projets IDEX/ISITE du deuxième programme d'investissement d'avenir de l'Agence Nationale de la Recherche (ci-après « REGLEMENT FINANCIER »).

Vu l'article 2.2.2 de la Communication n° 2014/ C 198/ 01 de la Commission européenne relative à l'encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation, qui détermine les conditions d'absence d'aide indirecte octroyée à une entreprise par l'intermédiaire d'un organisme de recherche ;

Vu la décision n°2016-IDEX-01 du 22 avril 2016 du Premier ministre d'autoriser l'ANR à contractualiser sur le projet d'UCA^{IEDI} dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence/Initiatives-Science - Innovation -Territoires - Economie (IDEX/I-SITE) ».

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-15-Idex-0001 et plus particulièrement son article 6.3 qui prévoit que l'ETABLISSEMENT PORTEUR transmet à l'ANR, dans un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention une copie de l'accord de consortium signé par les PARTIES ;

Vu la convention du 5 août 2010 modifiée, signée entre l'État et l'ANR relative au programme Pôles d'excellence pour l'action Laboratoires d'excellence,

Vu les décisions du Premier ministre < Laboratoires d'excellence > n°2012-LABX-28 (UCN@sophia), 2012 -LABX -56 (SIGNALIFE), 2012-LABX-04 « GANEX », 2012 -LABX-36 (ICST).

Par le présent ACCORD, les PARTIES souhaitent désormais fixer les modalités relatives à l'exécution de leur PART DU PROJET, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant.

EN CONSEQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans le présent accord, les termes suivants, employés en lettres majuscules, indifféremment au pluriel ou au singulier, auront les significations respectives suivantes :

ACCORD : Ensemble constitué par le présent accord de consortium au sens du § 2.4 du REGLEMENT FINANCIER ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.

AIDE : Aide accordée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du PROJET, conformément à la CONVENTION.

ANR : Agence Nationale de la Recherche.

BREVETS NOUVEAUX : Toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des RESULTATS.

BUREAU : Instance décisionnelle et exécutive de l'IDEX dont la composition est précisée à l'article 5.2.1.

CA-ETABLISSEMENT PORTEUR : Le conseil d'administration de l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

CONNAISSANCES ANTERIEURES : Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques ou autres, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les LOGICIELS (sous leur version code-source et code-objet), les brevets, les demandes de brevet, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, sur quelque support qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution du PROJET et des PROJETS PARTICULIERS qui en découlent, et appartenant à une ou conjointement à plusieurs PARTIES, ou détenues par elles avant la date de commencement du PROJET PARTICULIER et/ou développées par celles-ci indépendamment du PROJET, et/ou dont elles ont le droit de disposer. L'identification de l'ensemble des CONNAISSANCES ANTERIEURES des PARTIES n'est pas réalisable au jour de la date d'effet de l'ACCORD. Les PARTIES conviennent d'établir la liste des CONNAISSANCES ANTERIEURES dans le cadre des PROJETS PARTICULIERS, si l'une au moins des PARTIES le demande, ou lorsque qu'une ENTREPRISE participe à un PROJET PARTICULIER.

CONTRIBUTION : Contributions en moyens humains, financiers, matériels, et/ou intellectuels que chaque PARTIE s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de sa PART DU PROJET.

CONVENTION : Convention attributive d'aide conclue le 29 décembre 2017 entre d'une part l'Etat et l'ANR et d'autre part l'ETABLISSEMENT PORTEUR, cette convention porte la référence n° ANR –15-IDEX-0001 et est jointe en annexe 5 de l'ACCORD.

COMITE : Instance décrite à l'article 5.2.1 de l'ACCORD.

COMMISSION INNOVATION ET VALORISATION (ci-après la « COMMISSION ») : Instance composée de représentants de l'ensemble des membres UCA et, le cas échéant, de leurs filiales de valorisation et de transfert de technologie.

La COMMISSION décide l'attribution de financements aux projets de partenariat et d'innovation. Elle instruit et émet des décisions sur les questions de propriété intellectuelle.

ENTREPRISE : Au sens communautaire, toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique (article 1er de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises n° 2003/361/CE et notifiée sous

le numéro C(2003) 1422). La liste des ENTREPRISES impliquées dans le PROJET fera l'objet d'une annexe en tant que de besoin.

ETABLISSEMENT PORTEUR : UCA, en charge vis à vis de l'ANR de la mise en œuvre du PROJET, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les PARTIES, de la production des livrables du PROJET, de la tenue des réunions d'avancement, de la communication des RESULTATS et toute autre obligation définie dans la CONVENTION. Ses missions sont décrites à l'article 5.1.1 des présentes.

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES : Informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, donnée expérimentale et test, dessins, représentation graphique, spécifications, savoir-faire, expérience, LOGICIEL et programme, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les PARTIES et se rapportant directement ou indirectement au PROJET. Les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES doivent être désignées comme telles par la PARTIE EMETTRICE, au moyen d'un tampon ou d'une légende explicite si elles sont communiquées par écrit, ou par une indication expresse de leur caractère confidentiel si elles sont divulguées oralement, ce caractère confidentiel devant être confirmé par écrit dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la divulgation orale.

Chaque PARTIE reconnaît que les RESULTATS et les CONNAISSANCES ANTERIEURES des autres PARTIES constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

LOGICIEL : Tout programme d'ordinateur ainsi que la documentation associée et le matériel de conception préparatoire (algorithmes et spécifications fonctionnelles détaillées), le code source, ainsi que le code exécutable de ce programme d'ordinateur.

PART DU PROJET : Tâches et livrables que chaque PARTIE s'engage à exécuter ou à délivrer au titre des PROJETS PARTICULIERS découlant de l'exécution du PROJET.

COPROPRIETAIRES : PARTIE ayant développé conjointement un ou plusieurs RESULTATS COMMUNS.

PARTENAIRE ASSOCIE : Fondation partenariale d'Université Côte d'Azur, signataire de l'ACCORD et opérateur dans le PROJET, qui peut être chargée de la gestion de fonds Idex, de la promotion de l'Idex ou de la collecte de fonds pour accompagner le PROJET.

PARTIE : Personne morale, de droit public ou privé, signataire de l'ACCORD et participant à la réalisation du PROJET.

PERIODE PROBATOIRE : Période mentionnée dans la CONVENTION allant de la date de début d'éligibilité des dépenses jusqu'au 22 avril 2020.

PLAN STRATÉGIQUE : Le PLAN STRATEGIQUE est défini à l'ANNEXE 1 « Processus de définition des PROJETS PARTICULIERS de l'IDEX ».

PROJET : « IDEX UCA^{JEDI} », lancé par l'ANR, conformément aux objectifs définis par la CONVENTION et mis en œuvre dans les PROJETS PARTICULIERS.

PROJET PARTICULIER : Projet découlant de la mise en œuvre du PROJET tel que décrit dans le PLAN STRATÉGIQUE. Un PROJET PARTICULIER est notamment caractérisé par :

- Une thématique scientifique et/ou socio-économique,
- La part des CONTRIBUTIONS des PARTIES affectée à l'exécution du PROJET PARTICULIER,

- La mise en place, si nécessaire, d'une gouvernance assurant le pilotage du PROJET PARTICULIER et la prise de décisions sur les actions à mener dans ce cadre,
- La conclusion le cas échéant d'une convention entre les PARTIES concernées par le PROJET PARTICULIER pour l'attribution de la part de l'AIDE qui revient à chacun d'entre eux.

Le processus de lancement des appels à projets découlant du PROJET et la sélection des projets retenus donnant lieu aux PROJETS PARTICULIERS est décrit en annexe 1 de l'ACCORD.

REGLEMENT FINANCIER : Le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « IDEX/ISITE » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site.

RESULTATS : Tous résultats techniques et/ou scientifiques issus des PROJETS PARTICULIERS, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les LOGICIELS, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs PARTIES, ou leurs sous-traitants.

On distingue deux types de RESULTATS :

RESULTATS COMMUNS : Tout RESULTAT obtenu dans le cadre des PROJETS PARTICULIERS conjointement par plusieurs PARTIES sans qu'aucun d'entre elles ne soit en mesure d'en réclamer raisonnablement la pleine propriété.

RESULTATS PROPRES : Tout RESULTAT obtenu au titre des PROJETS PARTICULIERS par une PARTIE seule sans le concours d'une autre PARTIE.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD

En application de l'article 6.3 de la CONVENTION, l'ACCORD a pour objet de définir les modalités :

- de répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables afférents aux PROJETS PARTICULIERS,
- du partage des droits de propriété intellectuelle des RESULTATS obtenus dans le cadre des PROJETS PARTICULIERS,
- du régime de publication et/ou de diffusion des RESULTATS,
- de la valorisation des RESULTATS du PROJET.

ARTICLE 3 – NATURE DE L'ACCORD

L'ACCORD ne pourra en aucun cas être considéré comme constituant, entre les PARTIES, une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTIES.

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'affectio societatis en étant formellement exclu.

Aucune PARTIE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTIES, ni de créer des obligations à la charge d'aucune autre PARTIE, en dehors de l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits et obligations qui lui sont conférés par les présentes.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

4.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les PARTIES s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour participer au PROJET.

Les PARTIES s'engagent à exécuter leur PART DU PROJET conformément aux règles de l'art et à transmettre aux autres PARTIES toutes informations et INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elles jugent nécessaires à la poursuite des objectifs du PROJET.

Chaque PARTIE est tenue de faire part, dans les meilleurs délais, à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de sa PART DU PROJET, qui sont susceptibles d'en compromettre les objectifs.

4.2 SOUS-TRAITANCE

Chaque PARTIE est pleinement responsable de la réalisation de la PART DU PROJET PARTICULIER qu'il sous-traite le cas échéant à un tiers, auquel il imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler, notamment en termes de confidentialité.

Chaque PARTIE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les RESULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre d'un PROJET PARTICULIER, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTIES dans le cadre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler.

LA PARTIE qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 6 et 7 ci-après.

4.3 PRESENCE DE PERSONNELS D'UNE PARTIE DANS LES LOCAUX D'UNE AUTRE PARTIE

4.3.1 Généralités

Chaque fois qu'elles existent, les dispositions des accords-cadres, conventions d'unités mixtes de recherche ou assimilées (USR, etc.), ou conventions d'accueil existant entre les PARTIES s'appliqueront pour les besoins de l'exécution du PROJET et prévaudront sur les stipulations prévues à l'article 4.3.2 ci-dessous.

4.3.2 Accueil de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE

La présence de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE pour les besoins d'exécution du PROJET ou d'un PROJET PARTICULIER, obéit aux dispositions de l'article 9.2.1 et aux dispositions suivantes :

- Elle doit faire l'objet de l'accord préalable de chaque PARTIE concernée, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à cet accueil seront à la charge de l'employeur dudit personnel.
- Le personnel doit respecter de manière générale les conventions d'accueil applicables entre les PARTIES et le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par la PARTIE accueillante.

- Le personnel de chaque PARTIE participant à des missions spécifiques ou à des PROJETS PARTICULIERS dans le cadre de l'ACCORD, est soumis aux instances d'évaluation de son organisme d'origine, selon les règles et les procédures propres à celui-ci. Chaque PARTIE conserve son pouvoir disciplinaire à l'égard de ses agents accueillis par l'autre PARTIE.

4.4 MOYENS FINANCIERS

Le cas échéant, chaque PARTIE se voit attribuer par l'ETABLISSEMENT PORTEUR la part de l'AIDE correspondant à sa PART DU PROJET PARTICULIER telle que décidée conformément au processus défini à l'annexe 1 de l'ACCORD.

Chaque PARTIE supporte individuellement la CONTRIBUTION nécessaire à l'exécution de sa PART DU PROJET.

Les coûts supplémentaires non inclus dans la CONTRIBUTION de chaque PARTIE sont subordonnés le cas échéant à l'approbation de son organe délibérant ou de son représentant légal ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

4.5 ROLE DU PARTENAIRE ASSOCIE :

Le PARTENAIRE ASSOCIE intervient en tant qu'opérateur. A ce titre le PARTENAIRE ASSOCIE assure la gestion de tout ou d'une quote-part de l'AIDE selon les prérogatives qui lui sont conférées par l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le respect des accords et conventions entre les PARTIES. Le PARTENAIRE ASSOCIE n'a pas vocation à intervenir dans la réalisation des PROJETS PARTICULIERS et ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les RESULTATS. Le cas échéant, le PARTENAIRE ASSOCIE cède les droits qu'il détient sur les résultats obtenus par les personnes qu'il emploie et susceptibles de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle ou droits sur les LOGICIELS, dans le respect des dispositions du Code de la propriété intellectuelle, aux établissements dont relèvent les unités de recherche accueillant ces personnes. Cette cession fera l'objet d'un contrat de cession qui prévoira les modalités permettant l'intéressement de ces inventeurs. De par son action, le PARTENAIRE ASSOCIE participe au rayonnement et au développement des projets menés dans le cadre du PROJET. Son activité de mécénat opérée auprès du monde socio-économique permet par effet de levier de concourir au soutien global du PROJET.

ARTICLE 5 – ORGANISATION - GOUVERNANCE

5.1 ETABLISSEMENT PORTEUR

5.1.1 Rôle de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est le représentant des PARTIES auprès de l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du PROJET, pour assurer la diffusion des documents et plus généralement, pour relayer toutes les questions entre l'ANR et les PARTIES liées à l'exécution du PROJET ou des PROJETS PARTICULIERS.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est notamment chargé de :

- S'assurer que le PROJET est exécuté conformément aux dispositions de la CONVENTION,
- gérer ou verser aux PARTIES, le cas échéant, les sommes correspondant à la part de l'AIDE qui leur est attribuée au titre de leur participation à un PROJET PARTICULIER,

- assurer la transmission des informations entre les PARTIES et notamment la diffusion des documents de suivi et fin de PROJET prévus dans la CONVENTION,
- établir les comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et relevés des dépenses selon les dispositions de la CONVENTION ; à ce titre, il assure la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi des PARTIES et leur bonne transmission à l'ANR dans les délais impartis,
- transmettre à l'ANR la copie de l'ACCORD signé par les PARTIES dans un délai d'un (1) mois à compter de sa date de signature,
- s'assurer de la cohérence du PROJET par rapport aux objectifs visés par la CONVENTION,
- renseigner électroniquement sur la plateforme dédiée partagée avec l'ANR, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et le Secrétariat général pour l'Investissement, les indicateurs et données mentionnés dans la CONVENTION,
- être l'intermédiaire d'une part entre les PARTIES et l'ANR et d'autre part entre les PARTIES, le COMITE et le BUREAU,
- diffuser aux PARTIES ou à l'ANR selon le cas, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du PROJET, toutes correspondances d'intérêt commun,
- établir, diffuser aux PARTIES et à l'ANR et mettre à jour le calendrier général du PROJET et en contrôler son exécution,
- informer l'ANR en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTIES, collecter les propositions de solutions émanant de chacune, en assurer la diffusion entre les PARTIES, en élaborer éventuellement la synthèse et veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COMITE,
- participer aux opérations de communication impliquant les PARTIES dans les conditions prévues dans la CONVENTION,
- répondre et coopérer aux demandes qui pourraient être formulées par l'ANR ou l'Etat dans le cadre d'études ou d'audits notamment dans le cadre de l'évaluation en fin de PERIODE PROBATOIRE,
- consulter l'ANR sur les conséquences du retrait ou de la défaillance ou de l'adhésion d'une PARTIE au PROJET,
- transmettre annuellement à l'ANR, à chaque date anniversaire de l'ACCORD, l'ensemble des indicateurs notamment ceux liés à la valorisation des RESULTATS par les PARTIES ou toute entité juridique chargée de ladite valorisation et le cas échéant de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition et de toute cession ou nantissement de brevet intervenant dans le cadre d'un PROJET PARTICULIER.

5.1.2 Obligations des PARTIES à l'égard de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

Afin de permettre à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de remplir ses obligations, tant au titre des présentes que de la CONVENTION, chaque PARTIE s'engage à :

- lui fournir tous les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR,
- porter à sa connaissance l'état d'avancement de sa PART DU PROJET, selon une périodicité à définir d'un commun accord entre l'ETABLISSEMENT PORTEUR et la PARTIE concernée,

- le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,
- lui transmettre, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et des relevés des dépenses destinées à l'ANR,
- communiquer les indicateurs, à la demande de l'ETABLISSEMENT PORTEUR et l'informer de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition et de toute cession ou nantissement de brevet dans le cadre de la réalisation d'un PROJET PARTICULIER ainsi que toute activité de valorisation menée sur les RESULTATS.

5.1.3 Mandat à L'ETABLISSEMENT PORTEUR :

Par dérogation à la convention de site UNS/CNRS/OCA et aux autres conventions impliquant les autres signataires de l'accord, pour les PROJETS PARTICULIERS financés par le PROJET, notamment dans le cadre de ses Appels à Projets ou de ses Centres de Référence, les PARTIES, à l'exception de l'INSERM, conviennent de donner mandat à UCA pour négocier et signer les accords avec les tiers.

Préalablement aux négociations avec le tiers, UCA s'engage à définir les principes à appliquer au contrat avec les PARTIES impliquées. Les PARTIES s'engagent alors à répondre aux sollicitations d'UCA dans des délais raisonnables.

En cas de dérogation aux principes prévus dans le présent ACCORD, UCA s'engage à mener une discussion avec les PARTIES concernées préalablement à la signature du contrat spécifique.

5.2 LA GOUVERNANCE DU PROJET

La gouvernance du PROJET repose sur les instances de l'ETABLISSEMENT PORTEUR (notamment lors du vote du budget par le CA-ETABLISSEMENT PORTEUR), le COMITE au sein duquel les PARTIES sont représentées et le BUREAU.

5.2.1 Composition du BUREAU et du COMITE

LE BUREAU

A la signature du présent accord, le BUREAU est présidé par le président de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, il est composé des Directeurs de Programme IDEX Formation, Recherche, Innovation et International assistés de la Direction Exécutive IDEX et des Directeurs Opérationnels de Programme le cas échéant. En cas de renouvellement total ou partiel du BUREAU, le président de l'établissement porteur nommera les nouveaux membres (remplaçants) du bureau après avis (consultatif) du comité de pilotage.

LE COMITE

A la date d'effet de l'ACCORD, le COMITE est composé comme suit :

Etablissement	Représenté par
Université Côte d'Azur (UCA)	Le président ou son représentant
Université Nice Sophia Antipolis, Membre d'UCA	Le président d'UNS ou son représentant
CNRS, Membre d'UCA	Le PDG ou son représentant
Inria, Membre d'UCA	Le PDG ou son représentant
Observatoire de la Côte d'Azur, Membre d'UCA	Le Directeur ou son représentant
Centre Hospitalier Universitaire, Membre d'UCA	Le Directeur Général ou son représentant
EDHEC, Membre d'UCA	Le Directeur Général ou son représentant
SKEMA, Membre d'UCA	La Directrice Générale ou son représentant
CIRM, Membre d'UCA	Le Directeur ou son représentant
Villa Arson, Membre d'UCA	Le Secrétaire Général ou son représentant
ESRA, Membre d'UCA	Le Directeur ou son représentant
SDS, Membre d'UCA	Le Président ou son représentant
Ecole Supérieure de danse Rosella Hightower, Membre d'UCA	Le Président ou son représentant
CNRR, Membre d'UCA	Le Maire de la Ville de Nice ou son représentant
INRA	Le PDG ou son représentant
INSERM	Le PDG ou son représentant
IRD	Le PDG ou son représentant
Ecole Nationale des Mines de Paris	Le Directeur ou son représentant

EURECOM	Le Directeur ou son représentant
Fondation partenariale « Université Côte d'Azur »	Le Président ou son représentant

Chaque membre peut désigner un suppléant, au sein de la même PARTIE que lui, qui dispose des mêmes pouvoirs de décision que le membre titulaire lorsqu'il le remplace.

En tant que de besoin, les membres pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable du président du COMITE et sous réserve que ces personnes, si elles n'appartiennent pas au personnel des PARTIES, souscrivent un engagement de non conflit d'intérêt ainsi qu'un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de l'article 8.1 ci-après, préalablement à leur participation au COMITE.

Les spécialistes susmentionnés n'interviendront que pour les seuls sujets justifiant leur participation. Une PARTIE peut s'opposer à la présence d'un spécialiste si elle justifie que la présence dudit spécialiste est de nature à porter un préjudice grave à ses activités, du fait par exemple de la relation concurrentielle entre cette PARTIE et le spécialiste ou son employeur.

L'ANR peut en tant que de besoin être invitée par l'ETABLISSEMENT PORTEUR et être consultée par le BUREAU ou le COMITE sur toute question relative au PROJET.

5.2.2 Missions du BUREAU et du COMITE

Le BUREAU est l'instance décisionnelle et exécutive du PROJET.

Pour favoriser le bon déroulement du PROJET, le BUREAU est chargé de piloter la mise en œuvre du PROJET dans toutes ses dimensions.

D'une manière générale, le BUREAU est chargé du suivi de l'exécution de l'ACCORD, et notamment de l'avancement du PROJET et des PROJETS PARTICULIERS. Il veille au respect des échéances prévues.

Le COMITE est l'organe de concertation entre les PARTIES en cas de difficulté ou de litige quelle qu'en soit la nature.

Le COMITE a notamment pour mission :

- de contribuer à la définition des orientations stratégiques,
- de décider le cas échéant, sous réserve de l'approbation de l'ANR lorsqu'elle est requise, de toute modification de l'ACCORD, en ce compris, le retrait d'une PARTIE, l'exclusion d'une PARTIE défaillante ou l'insertion d'une nouvelle PARTIE pour la réalisation du PROJET, la résiliation de plein droit ou le renouvellement de l'ACCORD.

Les PARTIES s'informent, par l'intermédiaire du COMITE, des mesures prises par chacune d'elles pour protéger leurs RESULTATS.

5.2.3 Fonctionnement du BUREAU et du COMITE

Le BUREAU se réunit une (1) fois par semaine pendant la durée du PROJET et en tant que de besoin sur convocation du Président.

Le COMITE se réunit au minimum trois (3) fois par an pendant la durée du PROJET, et en tant que de besoin, sur convocation de son président ou la demande de l'un de ses membres.

Le Président du COMITE adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres et communique, après la tenue de celle-ci, le relevé de conclusions à l'ensemble des membres du COMITE, dans un délai de quinze (15) jours, après la tenue de la réunion pour validation. A défaut de réponse d'un membre dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du relevé de conclusions. Ce relevé sera considéré comme validé par ledit membre.

Le COMITE prend ses décisions par consensus de l'ensemble des membres présents ou représentés, étant précisé que lorsque la décision porte sur l'exclusion d'une PARTIE cette dernière ne prend pas part au vote. En l'absence de consensus la décision est approuvée au trois quarts (3/4) des membres présents ou représentés.

5.2.4 : missions de la commission valorisation et innovation

La COMMISSION émet un avis sur les attributions de financement par le programme Innovation de l'IDEX. Les décisions de financement sont ensuite prises par le Bureau IDEX.

La COMMISSION coordonne la stratégie d'Université Côte d'Azur en matière de valorisation et de transfert de résultats.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des règles relatives à la propriété intellectuelle, objet du présent article, constituent un régime par défaut. Les PARTIES ont la faculté d'y déroger au titre d'accords cadre préexistants ou dans le cadre d'un accord spécifique afférent à un PROJET PARTICULIER.

Dans cette dernière hypothèse, les PARTIES s'engagent à négocier, entre eux, les termes de l'accord dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'encadrement communautaire mentionné aux présentes. Tout accord dérogatoire sera transmis à l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

En aucun cas l'attribution des droits de propriété intellectuelle ne pourra avoir pour effet de favoriser un PARTENAIRE répondant à la définition d'ENTREPRISE ni constituer une aide d'Etat indirecte au sens du droit communautaire.

Lorsque l'ETABLISSEMENT PORTEUR est susceptible de pouvoir revendiquer des droits de propriété intellectuelle sur les RÉSULTATS, notamment lorsqu'il est employeur d'un des inventeurs ou auteurs, la question de la Propriété Intellectuelle sera traitée au cas par cas par la COMMISSION en prenant en considération les établissements tutelles, les unités impliquées et les employeurs des inventeurs.

6.1 CONNAISSANCES ANTERIEURES ET MODIFICATIONS

Chaque PARTIE est et reste propriétaire de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES et de toutes modifications ou évolutions que son personnel y apporte.

Aucune disposition de l'ACCORD n'interdit à la PARTIE titulaire des droits de propriété sur les CONNAISSANCES ANTERIEURES de les utiliser de quelque manière que ce soit pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.

L'ACCORD n'emporte aucune cession ou licence de plein droit par une PARTIE sur ses CONNAISSANCES ANTERIEURES au profit d'une autre PARTIE.

6.2 RESULTATS PROPRES

Les RESULTATS PROPRES sont la propriété de la PARTIE qui les a générés.

Les éventuels BREVETS NOUVEAUX et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits RESULTATS sont déposés à ses seuls frais et risques, à son seul nom et à sa seule initiative.

Dans le cas où des RESULTATS seraient générés par un laboratoire constitutif d'une structure commune de recherche dénuée de la personnalité morale (unité mixte de recherche...), ils sont qualifiés de RESULTATS PROPRES. Les tutelles de ladite structure sont considérées comme une seule PARTIE propriétaire et font, entre elles, leur affaire de la répartition de leurs droits de copropriété respectifs, conformément aux accords qui les lient.

6.3 RESULTATS COMMUNS

6.3.1 Dispositions communes à tous les RESULTATS COMMUNS

Les RESULTATS COMMUNS seront par principe détenus par les PARTIES COPROPRIETAIRES, à parts égales sauf accord contraire des PARTIES.

Toutefois les PARTIES à l'origine d'un RESULTAT COMMUN pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES signeront, avant toute exploitation, un règlement régissant la copropriété des RESULTATS COMMUNS et reprenant pour ce qui concerne les RESULTATS COMMUNS brevetables et/ou les droits d'auteur les principes d'utilisation et d'exploitation exposés ci-dessous.

Dans le cas où les RESULTATS seraient générés par le personnel de plusieurs structures communes de recherche dénuées de la personnalité morale (unité mixte de recherche...), ils seront qualifiés de RESULTATS COMMUNS et devront faire l'objet d'un règlement de copropriété.

L'ensemble des PARTIES s'accordent pour appliquer les dispositions du décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche lorsque plusieurs PARTIES sont à l'origine d'un même RESULTAT COMMUN brevetable ou non. Ce mandataire est désigné ci-après « MAITRE D'ŒUVRE ».

6.3.2 RESULTATS COMMUNS brevetables

6.3.2.1 Gestion et procédure

Les PARTIES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevets déposées à leurs noms conjoints et désigneront au cas par cas le MAITRE D'ŒUVRE.

Le MAITRE D'ŒUVRE peut assurer la protection et la valorisation des RESULTATS COMMUNS via la structure de son choix.

Si le MAITRE D'ŒUVRE est actionnaire de la Société d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) SUD-EST, il peut confier notamment à cette dernière, dans le respect des accords passés avec elle, les opérations suivantes (non limitatif) :

- assurer la protection des RESULTATS COMMUNS,
- négocier les licences et accords d'exploitation,
- accompagner la maturation des inventions,
- percevoir les redevances et autres retours financiers,

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX en copropriété sont supportés par le MAITRE D'ŒUVRE à titre d'avance et sera remboursé prioritairement sur les revenus d'exploitation.

La SATT SUD-EST prend en charge ces frais lorsqu'elle est mandatée.

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE s'engage :

- à ce que le nom des inventeurs soit mentionné, à moins que ces derniers ne s'y opposent,
- à ce que son personnel respectif, cité comme inventeur, donne toutes les signatures et accomplisse toutes les formalités nécessaires au dépôt, au maintien et à la défense desdits brevets,
- à faire son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs,

6.3.2.2 Renonciation

Si l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de BREVETS NOUVEAUX, renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX dans un ou plusieurs pays, il devra en informer le MAITRE D'ŒUVRE en temps opportun pour que celui-ci dépose aux seuls noms des PARTIES COPROPRIETAIRES restants et poursuive la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX à leurs seuls risques et profits.

Une PARTIE COPROPRIETAIRE sera réputée avoir abandonné ses droits sur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX, s'il ne répond pas dans un délai de soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par le MAITRE D'ŒUVRE.

La PARTIE COPROPRIETAIRE qui s'est désistée ou a abandonné ses droits conformément aux alinéas précédents s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES de devenir seuls copropriétaires du ou des BREVETS NOUVEAUX dans le ou les pays concernés.

La PARTIE COPROPRIETAIRE renonçant ne pourra prétendre à aucune compensation pour l'exploitation des BREVETS NOUVEAUX par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES dans les pays où il a abandonné la procédure.

6.3.2.3 Cession de quote-part de copropriété

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE peut céder librement tout ou partie de sa quote-part de copropriété sur les BREVETS NOUVEAUX ou demandes de brevet correspondants.

Préalablement à toute cession de sa quote-part, le cédant doit notifier son intention de cession aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES par lettre recommandée avec avis de réception. Les autres PARTIES COPROPRIETAIRES bénéficient en ce cas d'un droit de préemption qu'ils doivent exercer, sous peine de déchéance, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de l'intention de cession par le cédant.

En cas d'exercice du droit de préemption par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

A l'expiration de ce délai et faute d'exercice du droit de préemption par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession à un tiers.

Dans l'acte de cession, le cédant portera à la connaissance du tiers cessionnaire, qui les acceptera, les droits et obligations qui sont contenus dans l'ACCORD notamment eu égard à l'exploitation des CONNAISSANCES ANTERIEURES et des RESULTATS telle que décrite à l'article 7. Le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession sera communiquée aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES initiaux.

6.3.2.4 Défense des BREVETS NOUVEAUX

Au cas où l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES suspecterait la contrefaçon d'un BREVET NOUVEAU, les PARTIES COPROPRIETAIRES se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les PARTIES COPROPRIETAIRES dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES des actes de contrefaçon d'un tiers, chacune des PARTIES COPROPRIETAIRES pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toutes actions qu'il jugera utile.

Aucune des PARTIES COPROPRIETAIRES ayant participé à de telles actions ne sera redevable de la moindre garantie à l'égard des autres PARTIES COPROPRIETAIRES quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX.

6.3.3 RESULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur (y compris les LOGICIELS)

Dans l'hypothèse où les RESULTATS COMMUNS sont protégeables par le droit d'auteur, les PARTIES employeurs des auteurs personnes physiques ayant contribué à ces RESULTATS COMMUNS en sont réputés copropriétaires à parts égales.

Les PARTIES concernées feront en sorte, en tant que de besoin, de disposer de tous les droits patrimoniaux relatifs aux RESULTATS COMMUNS.

Les PARTIES conviennent que le mandat du MAITRE D'OEUVRE s'étend à tous les RESULTATS COMMUNS, quelle qu'en soit la forme. Ainsi, le MAITRE D'OEUVRE est chargé également de protéger et d'exploiter les RESULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur (y compris les LOGICIELS).

6.4 Marques et autres signes distinctifs

Chaque PARTIE reste titulaire de ses marques et autres signes distinctifs et des droits d'exploitation y afférents.

Les autres PARTIES ne sont pas autorisées à en faire usage, sauf accord écrit de la PARTIE qui en est propriétaire. En tout état de cause, les sigles, logos et marques de chaque PARTIE ainsi que toute référence à ceux-ci ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété de ladite PARTIE.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR procédera au dépôt de toute marque qu'il estime nécessaire à la protection du PROJET ou des PROJETS PARTICULIERS à son nom et à ses frais après consultation des autres PARTIES le cas échéant.

Dans le cadre du PROJET ou des PROJETS PARTICULIERS, l'ETABLISSEMENT PORTEUR s'engage à concéder à titre gratuit un droit d'usage des marques ainsi déposées, par acte séparé, aux PARTIES concernées qui en font la demande.

A chaque fois qu'une marque sera déposée, l'ETABLISSEMENT PORTEUR pourra, sur demande d'une ou plusieurs PARTIES, déposer un nom de domaine équivalent, s'il l'estime nécessaire. Le dépôt sera alors effectué par l'ETABLISSEMENT PORTEUR, à son nom et à ses frais.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR pourra faire bénéficier à titre gratuit les PARTIES qui en font la demande et dans le cadre du PROJET, d'un accès aux sites internet dont les noms de domaines sont exploités ou détenus par l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION

L'ensemble des règles relatives à l'utilisation/exploitation des RESULTATS, objet du présent article, constituent un régime par défaut. Les PARTIES COPROPRIETAIRES ont la faculté d'y déroger au titre d'accords cadre préexistants ou dans le cadre d'un accord spécifique afférent à un PROJET PARTICULIER.

Dans cette dernière hypothèse, les PARTIES COPROPRIETAIRES s'engagent à négocier entre elles les termes dudit accord dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'encadrement communautaire mentionné aux présentes. Tout accord dérogatoire sera transmis à l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

7.1 CONNAISSANCES ANTERIEURES

Pour les besoins de l'exécution de sa PART DU PROJET et à cette seule fin, chacun des PARTIES pourra utiliser sans contrepartie financière, de la PARTIE détentrice des CONNAISSANCES ANTERIEURES, les CONNAISSANCES ANTERIEURES d'une autre PARTIE sous réserve de droits de tiers. Ces CONNAISSANCES ANTERIEURES seront communiquées par la PARTIE détentrice sur demande expresse de la PARTIE ayant besoin de les utiliser et devront être traitées comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES conformément aux termes de l'article 8.1 de l'ACCORD.

Plus particulièrement, lorsque les CONNAISSANCES ANTERIEURES sont des LOGICIELS, la PARTIE qui les reçoit en application du présent article 7.1 ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire aux chargement, affichage, exécution, transmission, stockage de ces LOGICIELS et aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa PART DU PROJET.

7.2 RESULTATS

Chaque PARTIE peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter ses RESULTATS PROPRES.

7.2.1 Utilisation aux fins d'exécution du PROJET

Chaque PARTIE concède aux autres PARTIES, un droit non exclusif, non cessible, sans faculté de sous-licence et sans contrepartie financière de ses RESULTATS aux seules fins de l'exécution de leur PART DU PROJET.

Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation seront les mêmes que celles prévues à l'article 7.1 ci-dessus pour l'utilisation des CONNAISSANCES ANTERIEURES.

7.2.2 Utilisation aux fins de recherche

Chaque PARTIE peut utiliser librement et sans contrepartie financière, les RESULTATS des autres PARTIES issues des PROJETS PARTICULIERS dans lesquels elles sont impliquées, exclusivement pour ses besoins propres de recherche et d'enseignement (seule ou en collaboration avec d'autres PARTIES et/ou des tiers académiques et/ou industriels) à l'exclusion de toute utilisation directe et/ou indirecte à des fins commerciales.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES s'engagent à soumettre les tiers académiques et/ou industriels aux mêmes obligations de confidentialité et de communication prévues à l'article 8 du présent ACCORD.

7.2.3 Exploitation des RESULTATS COMMUNS

Les PARTIES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS préciseront les modalités d'exploitation de ceux-ci dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'article 6.3.1 ci-dessus.

Les PARTIES s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leur personnel et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres PARTIES des droits d'exploitation et d'utilisation des RESULTATS dans les conditions prévues à l'ACCORD.

Le MAITRE d'OEUVRE est chargé de faire exploiter les RESULTATS COMMUNS, dans le respect du Règlement de copropriété.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

8.1 CONFIDENTIALITE

8.1.1 Chacune des PARTIES, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres PARTIES, les seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qui sont nécessaires à la poursuite des objectifs décrits dans le PROJET et dans chaque PROJET PARTICULIER.

Aucune disposition de l'ACCORD ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à divulguer des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE.

8.1.2 La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE (ci-après désignée la « PARTIE RECIPIENDAIRE») d'une autre PARTIE (ci-après désignée la «PARTIE EMETTRICE») s'engage, pendant la durée de l'ACCORD ou du PROJET PARTICULIER et pendant les cinq (5) ans qui suivent son/leur terme, quelle qu'en soit la cause (telle que résiliation de l'ACCORD en cas de retrait ou de défaillance d'une PARTIE), à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE EMETTRICE :

a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de confidentialité qu'elle accorde à ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES de même nature,

b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution du PROJET ou d'un PROJET PARTICULIER et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes.

- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'ACCORD,
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du PROJET ou des PROJETS PARTICULIERS en découlant,

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions, transmises par une PARTIE à une autre PARTIE, resteront la propriété de la PARTIE EMETTRICE sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à cette dernière ou détruite sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

La PARTIE RECIPIENDAIRE disposera d'un délai de quinze jours, à compter de la demande de la PARTIE EMETTRICE, pour soit restituer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ou soit lui adresser une attestation de leur destruction.

En tout état de cause, la PARTIE RECIPIENDAIRE reste responsable vis-à-vis de la PARTIE EMETTRICE du respect par ses sous-traitants des obligations prévues au présent article 8.1.2.

8.1.3 La PARTIE RECIPIENDAIRE n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la PARTIE RECIPIENDAIRE,
- b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant qu'elles les aient reçues de la PARTIE EMETTRICE,
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite,
- d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la PARTIE EMETTRICE,
- e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE RECIPIENDAIRE sans qu'ils aient eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Dans le cas où la communication d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La PARTIE RECIPIENDAIRE s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la PARTIE EMETTRICE afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

8.1.4 Sans préjudice des articles 6 et 7, il est expressément convenu entre les PARTIES que la communication entre elles d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, au titre de l'ACCORD, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la PARTIE RECIPIENDAIRE un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

8.1.5 Les PARTIES ne sauraient se prévaloir des stipulations du présent article pour restreindre toute communication à l'ETABLISSEMENT PORTEUR d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'Etat.

8.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

8.2.1 L'ETABLISSEMENT PORTEUR est responsable des actions de communication générale sur le PROJET.

Chaque PARTIE est libre de communiquer de façon générale sur le PROJET, à l'exclusion de toute communication, publication ou présentation sur des RESULTATS ou CONNAISSANCES ANTERIEURES d'autres PARTIES.

Dans le respect des stipulations de l'article 8.1, tout projet de communication ou de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif à un PROJET PARTICULIER, portant sur des RESULTATS ou les CONNAISSANCES ANTERIEURES d'autres PARTIES, par l'une des PARTIES, doit recevoir, pendant la durée du PROJET PARTICULIER et les cinq (5) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des autres PARTIES concernées, demandé par voie écrite permettant un avis de réception. La PARTIE ayant l'intention de publier ou de faire une communication doit envoyer son projet aux autres PARTIES concernées trente (30) jours calendaires avant la date de publication ou de communication prévue. Les PARTIES concernées doivent rendre leur décision dans un délai maximal de vingt et un (21) jours calendaires à compter de la date de la demande. En l'absence de réponse d'une PARTIE à l'issue de ce délai, son accord sera réputé acquis.

Cette décision peut consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ou de publication ;
- à demander que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES leur appartenant soient retirées du projet de communication ou de publication ;
- à demander des modifications, si certaines informations contenues dans le projet de communication ou de publication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des CONNAISSANCES ANTERIEURES et/ou des RESULTATS à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de publication ou communication ;
- à demander que la communication ou la publication soit différée pour une durée à préciser si des causes réelles et sérieuses l'exigent, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucune des PARTIES ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

Ces publications ou communications devront mentionner le concours de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, celui de chacune des PARTIES à la réalisation du PROJET ou du PROJET PARTICULIER, ainsi que l'aide apportée par l'ANR, comme spécifié dans la CONVENTION.

8.2.2 Dans le respect des stipulations de l'article 8.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 8.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux personnels des PARTIES de produire un rapport d'activité aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au PROJET ou à des PROJETS PARTICULIERS ; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur est par principe publique mais peut exceptionnellement être organisée à huis-clos ;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs PARTIES d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs RESULTATS ;

- ni à la publication ou communication par une PARTIE de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES ET RESULTATS PROPRES.

8.2.3 Charte de signature des publications

Les publications issues de ce projet respecteront la charte de signature des publications scientifiques d'UCA ; elles comporteront en outre la mention "Ce travail a bénéficié d'une aide du gouvernement français, gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du projet Investissements d'Avenir UCAJEDI portant la référence n° ANR-15-IDEX-0001". Un exemplaire de chacune des publications sera déposé sur la collection HAL-UCA.

Les supports de communication orale, les communications par voie d'affiche, les sites web des laboratoires doivent afficher les logos de leur établissement ou des tutelles des unités de recherche de rattachement dans le cas d'UMR, d'UCA JEDI et des « Investissements d'Avenir ».

ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

9.1 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chaque PARTIE reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages qu'elle, en ce compris son personnel ou ses biens ainsi que les biens dont elle a la garde, pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

9.2 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES

9.2.1 Dommages corporels

Chacune des PARTIES est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature causés par son personnel ses biens ou les biens dont elle a la garde, au personnel d'une autre PARTIE.

Dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD, le personnel d'une PARTIE peut être amené à être accueilli dans les locaux d'une autre PARTIE dans le cadre de missions spécifiques ou de PROJETS PARTICULIERS. Le personnel d'une PARTIE accueillie dans ce cadre, conserve le statut de son organisme d'origine, qui assure à son égard sa responsabilité d'employeur et le gère selon ses règles et procédures propres.

Chaque PARTIE prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la Sécurité Sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de son statut propre, et procède aux formalités légales qui lui incombent. La réparation des dommages subis par ce personnel du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la Sécurité Sociale et au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de leur statut.

Le personnel de l'une des PARTIES intervenant dans les locaux de l'autre PARTIE est tenu de respecter les règles en vigueur dans ces locaux en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que le règlement intérieur. Le personnel intervenant au nom d'une PARTIE sur les sites des autres PARTIES devra se soumettre aux procédures d'habilitation requises pour l'accès sur ces centres et réciproquement. Les consignes particulières à un poste de travail sont notifiées au personnel concerné par le responsable de la structure d'accueil.

9.2.2 Dommages aux biens

Chacune des PARTIES assume les conséquences, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

9.2.3 Dommages indirects

Les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

9.3 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES ANTERIEURES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Chaque PARTIE reconnaît que les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et les autres informations communiquées aux autres PARTIES dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et ces autres informations sont utilisés par les PARTIES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des PARTIES n'aura de recours contre les autres PARTIES, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES ANTERIEURES, de ces RESULTATS et de ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

9.4 ASSURANCES

Chaque PARTIE, doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Sauf obligation légale, la règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux PARTIES établissements publics qui peuvent néanmoins souscrire des polices d'assurances particulières.

ARTICLE 10 – PRISE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD

L'ACCORD entre en vigueur le 23 avril 2016 et ce, pour la même durée que la durée du PROJET.

Les stipulations des articles 6, 7 et 8 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'ACCORD.

ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION

11.1 RETRAIT

Une PARTIE qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR et à l'ANR dans les meilleurs délais.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COMITE dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la PARTIE souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

La résiliation de l'ACCORD vis-à-vis de la PARTIE qui se retire prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

11.2 DEFAILLANCE D'UNE PARTIE

Au cas où l'une des PARTIES manquerait aux obligations qui lui incombent, l'ETABLISSEMENT PORTEUR lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Dans l'hypothèse où celle-ci resterait sans effet pendant un délai d'un (1) mois, l'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COMITE dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la PARTIE défaillante qui exposera à cette occasion ses justifications, à moins qu'au cours de ce délai, la PARTIE défaillante :

- n'ait satisfait à ses obligations, ou
- n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché. Cette solution devra être expressément acceptée par les autres PARTIES et l'ANR.

Le COMITE peut, et sous réserve de l'accord de l'ANR requis par l'ETABLISSEMENT PORTEUR, décider d'exclure la PARTIE défaillante du PROJET, celle-ci ne prenant pas part au vote.

Dans ce cas, la résiliation de l'ACCORD vis-à-vis de la PARTIE exclue prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

11.3 CONSEQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DEFAILLANCE MENANT A UNE EXCLUSION

Le COMITE identifie les conséquences du retrait, de la défaillance, émet les solutions que l'ETABLISSEMENT PORTEUR soumet à l'ANR afin de permettre la poursuite du PROJET et/ou du PROJET PARTICULIER, conformément aux stipulations de l'article 5 ci-avant.

La PART DU PROJET affectée par le retrait ou l'exclusion de la PARTIE pourra être assurée par une autre PARTIE ou par un tiers désigné par le COMITE et approuvé par l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 11.1 et 11.2, la PARTIE défaillante ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant ce premier, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET affectée. En outre, la PARTIE défaillante ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTIES ou au tiers la remplaçant, ses droits de propriété intellectuelle relatifs à ses CONNAISSANCES ANTERIEURES et RESULTATS, pour la poursuite du PROJET et/ou des PROJETS PARTICULIERS concernés. Elle s'engage à négocier, sous réserve du droit des tiers, les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RESULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES, dans les conditions de l'article 7 ci-avant.

Le retrait ou la défaillance menant à l'exclusion d'une PARTIE ne dispense pas celle-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres PARTIES à l'exercice de leurs droits à d'éventuels dommages et intérêts.

11.4 ADHESION D'UN TIERS

La participation d'une nouvelle personne morale au PROJET en qualité de PARTIE est soumise à l'approbation du COMITE, de l'ANR et à la signature d'un avenant à l'ACCORD.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution, totale ou partielle de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence.

La PARTIE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'ETABLISSEMENT PORTEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'ETABLISSEMENT PORTEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Le COMITE se réunit dans les plus brefs délais afin de proposer une solution pour permettre la réalisation du PROJET.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du PROJET et/ou de chaque PROJET PARTICULIER en cours.

ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation de l'ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTIES. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTIES, être faite par courrier électronique avec accusé de réception, par télécopie ou par lettre recommandée avec avis de réception, qui sera réputée remise à compter de la première présentation à la PARTIE réceptrice.

Chaque PARTIE devra informer les autres PARTIES, via l'ETABLISSEMENT PORTEUR, par écrit, de tout changement d'interlocuteur ou d'adresse dans les meilleurs délais.

ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune PARTIE n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'autorisation du COMITE et de l'ANR.

ARTICLE 15 – LOI APPLICABLE - LITIGES

L'ACCORD est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution ou la validité de l'ACCORD, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COMITE, puis du CA-ETABLISSEMENT PORTEUR, sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé.

Les PARTIES peuvent soumettre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à des conciliateurs désignés par chacune d'elles, à moins qu'elles ne s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique. Le ou les conciliateurs devront être désignés dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la notification de la contestation par l'une des PARTIES aux autres PARTIES. Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par les PARTIES une solution amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

Au cas où cette procédure de conciliation entraînerait des frais, ceux-ci seraient répartis également entre les PARTIES au différend.

En cas de désaccord persistant, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux français compétents saisis à l'initiative de la PARTIE la plus diligente.

ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES

L'ACCORD annule et remplace toute convention antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent consortium, écrite ou orale, entre les PARTIES sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les PARTIES sur cet objet.

16.1 NULLITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serait contraire à une loi ou à un texte réglementaire impératifs, les PARTIES procèderaient aux modifications de l'ACCORD nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur et les PARTIES feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'ACCORD.

16.2 OMISSIONS

Le fait, par l'une des PARTIES d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne peut en aucun cas impliquer renonciation par la PARTIE intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

16.3 MODIFICATIONS

Aucune addition ou modification des termes de l'ACCORD n'a d'effet à l'égard des PARTIES à moins d'être faite par avenant signé par leurs représentants dûment habilités.

16.4 ANNEXES

Sont annexés à l'ACCORD pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

Annexe 1 : Processus de définition des PROJETS PARTICULIERS de l'IDEX

Annexe 2 : Annexe financière

Annexe 3 : Modalités de reversement entre l'ETABLISSEMENT PORTEUR et les PARTIES

Annexe 4 : Modèle d'avenants bilatéraux relative à l'annexe 3

Annexe 5 : Convention attributive d'aide

Annexe 6 : Charte de signature des publications

En cas de contradiction ou de différence entre les dispositions de l'ACCORD et celles des annexes, celles de l'ACCORD prévalent.

En foi de quoi, les PARTIES ont fait signer en autant d'exemplaires originaux que de PARTIES l'ACCORD, par leurs représentants respectifs dûment autorisés, à la date indiquée ci-dessous,

Fait à Nice, le 25 octobre 2018

Pour : Université Côte d'Azur

Nom : M. Jean-Marc GAMBAUDO

Fonctions : Président

Date :

Signature :

Pour : Université Nice Sophia Antipolis

Nom : M. Emmanuel TRIC

Fonction : Président

Date :

Signature :



Membre de UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR 

Pour : CNRS

Nom : M. Antoine PETIT

Fonction : Président-Directeur Général

Date :

Signature :



Pour : INRIA

Nom : M. Bruno SPORTISSE

Fonctions : Président Directeur Général

Date :

Signature :


inventeurs du monde numérique

Pour : OCA

Nom : M. Thierry LANZ

Fonctions : Directeur

Date :

Signature :



Observatoire
de la CÔTE d'AZUR

Pour : CHU de Nice

Nom : M. Charles GUEPRATTE

Fonctions : Directeur Général

Date :

Signature :

Pour : EDHEC Business School

Nom : M. Emmanuel METAIS

Fonction : Directeur Général

Date :

Signature :



Pour : SKEMA Business School

Nom : Mme Alice GUILHON

Fonctions : Directrice Générale

Date :

Signature :

Pour : CIRM

Nom : M. François PARIS

Fonction : Directeur

Date :

Signature :

Pour : Villa ARSON

Nom : M. Alain AVENA

Fonction : Secrétaire Général

Date :

Signature :



Pour : ESRA

Nom : M. Thierry COLLARD

Fonction : Directeur

Date :

Signature :

Pour : SDS

Nom : M. Maurille LARIVIERE

Fonction : Président

Date :

Signature :



Pour : Ecole de danse de Cannes-Mougins Rosella Hightower

Nom : M. Jean ZIEGER

Fonction : Président

Date :

Signature :



Pour : CNRR

Nom : M. Christian ESTROSI

Fonction : Maire

Date :

Signature :

Pour : INRA

Nom : M. Philippe MAUGUIN

Fonction : Président Directeur Général

Date :

Signature :



Pour : INSERM

Nom : M. Dominique NOBILE

Fonctions : Délégué Régional

Date :

Signature :



Inserm

Pour : IRD

Nom : M. Jean-Paul MOATTI

Fonction : Président Directeur Général

Date :

Signature :

Pour : Ecole Nationale des Mines de Paris

Nom : M. Vincent LAFLECHE

Fonction : Directeur

Date :

Signature :



Pour : EURECOM

Nom : M. Ulrich FINGER

Fonction : Directeur

Date :

Signature :

Pour : La Fondation partenariale « Université Côte d'Azur »

Nom : Eric DUMETZ

Fonction : Président

Date :

Signature :



ANNEXE 1

Processus de définition des PROJETS PARTICULIERS de l'IDEX

Ce processus fait intervenir les instances de gouvernance de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, et tout particulièrement le CA-ETABLISSEMENT PORTEUR.

Pour mémoire, les objectifs de l'IDEX sont détaillés au sein de 12 grandes actions (ci-après ACTIONS) :

1. Mettre en place la gouvernance
2. Organiser les Académies d'Excellence
3. Mettre en œuvre la Maison de la Modélisation de la Simulation et des Interactions : MSI
4. Déployer des équipements d'excellence dans les 3 Centres de Référence
5. Relever le Défi des Formations Numériques en créant un Centre Virtuel d'Innovation Pédagogique
6. Soutenir et Faire Emerger l'Excellence en Recherche, Innovation et Valorisation
7. Attirer des doctorants à fort potentiel au sein des Ecoles Doctorales
8. Construire des cursus d'excellence intégrés, internationaux et pluridisciplinaires
9. Proposer un catalogue de FTLV (Formation Tout au Long de la Vie) à la carte
10. Déployer une ambitieuse stratégie internationale
11. Renforcer le transfert technologique et les partenariats
12. Créer une communauté étudiante UCA

Un PLAN STRATEGIQUE, revu annuellement, propose :

- Un point sur l'avancement du projet IDEX au 31 Décembre de l'année écoulée,
- Un plan d'engagement au sein des ACTIONS IDEX pour l'année à venir,
- Un plan prévisionnel des actions envisagées pour les années suivantes

Le plan d'engagement pour l'année à venir et le plan prévisionnel sont déclinés sous formes de programmes rattachés aux ACTIONS de l'IDEX (ci-après PROGRAMMES). Pour chaque PROGRAMME sont définis des objectifs d'engagement de l'AIDE et les termes d'un cadrage de premier niveau pour le lancement de PROJETS PARTICULIERS.

Le processus qui conduit au lancement effectif de chaque PROJET PARTICULIER est décrit dans le tableau ci-dessous pour les PROGRAMMES donnant lieu à appel à projet. Pour les autres PROGRAMMES des appels à projets au fil de l'eau sont opérés, ou des financements spécifiques sont opérés par le BUREAU.

Action	Procédure	Instance compétente
Appel à manifestation d'intérêt	Analyse des orientations scientifiques préalable au lancement des appels à projets	Comité stratégique international et territorial
Appel à projets sur les actions 6.1 à 6.4	<p>Structurants sur thématiques transdisciplinaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture : novembre 2016 - Clôture : janvier 2017 - puis au fil de l'eau <p>« Jeunes chercheurs en doctorat » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouverture : février - clôture : 31 mars <p>Action conjointe sur contrats post-doctoraux avec la Ville de Nice:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouverture : avril - clôture : fin juin 	Bureau IDEX Think Tank Comité Stratégique international et territorial
Appel à projets sur action 7	Appel à candidatures « Jeunes chercheurs en doctorat »	Conseil Académique d'UCA et Ecoles doctorales
Pré-maturation et maturation des actions 6.5 et 6.6	<p>AAP « Innovation- Partenariat » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture fin Novembre 2016 - Clôture fin Janvier 2017 - Puis au fil de l'eau <p>AAP « Prématuration » :</p> <p>Ouverture fin Novembre Clôture fin Janvier</p>	Bureau IDEX Jury d'experts
Académies d'Excellence	Appel à projet annuel et fil de l'eau	Comité de pilotage des académies
International	<p>Conférences internationales et écoles d'été internationales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 appels au cours de chaque année universitaire <p>Chaire internationale du bureau de l'Idex (12 mois) :</p> <p>Ouverture début avril Clôture décembre</p> <p>Bourses d'invités :</p> <p>Ouverture : mars Clôture : juin</p>	Conseil Académique d'UCA et Bureau de l'IDEX

ANNEXE 2
FINANCIERE / BUDGET DU PROJET

	Dépenses totales	Personnels de recherche	Fonctions support et autres personnels	Dépenses d'équipement	Investissement immobilier	Frais de fonctionnement
Action 1 Gouvernance	5 180 000,00 €	- €	2 325 600,00 €	724 440,00 €	- €	2 129 960,00 €
Action 2 Académies	6 080 000,00 €	3 161 600,00 €	- €	747 840,00 €	- €	2 170 560,00 €
Action 2 Académies	1 520 000,00 €	790 400,00 €	- €	186 960,00 €	- €	542 640,00 €
Action 3 MSI	510 000,00 €	299 200,00 €	- €	68 080,00 €	- €	142 720,00 €
Action 3 MSI	690 000,00 €	324 800,00 €	- €	79 520,00 €	- €	285 680,00 €
Action 4 Centres de références	776 000,00 €	315 520,00 €	- €	169 248,00 €	- €	291 232,00 €
Action 4 Centres de références	916 000,00 €	515 520,00 €	- €	109 248,00 €	- €	291 232,00 €
action 4 Centres de référence s	1 748 000,00 €	957 760,00 €	- €	144 624,00 €	- €	645 616,00 €
Action 5 CVIP	1 320 000,00 €	686 400,00 €	- €	162 360,00 €	- €	471 240,00 €
Action 6	17 677 286,31 €	9 060 188,93 €	500 000,00 €	2 087 006,13 €	- €	6 030 091,25 €
Action 6	3 144 321,57 €	1 635 047,23 €	- €	386 751,53 €	- €	1 122 522,81 €
Action 7	2 328 500,00 €	1 210 820,00 €	- €	286 405,50 €	- €	831 274,50 €
Action 8	3 450 000,00 €	- €	1 794 000,00 €	424 350,00 €	- €	1 231 650,00 €
Action 9	420 000,00 €	- €	218 400,00 €	51 660,00 €	- €	149 940,00 €
Action 10	2 681 500,00 €	1 394 380,00 €	- €	329 824,50 €	- €	957 295,50 €
Action 11	560 000,00 €	- €	291 200,00 €	68 880,00 €	- €	199 920,00 €
Action 12	300 000,00 €	- €	156 000,00 €	36 900,00 €	- €	107 100,00 €
Total idex sans Labex	49 301 607,88 €	20 351 636,16 €	5 285 200,00 €	6 064 097,66 €	- €	17 600 674,06 €
LABEX	10 698 392,12 €	5 349 196,06 €	- €	4 493 324,69 €	- €	855 871,37 €
Total Idex avec Labex	60 000 000,00 €	25 700 832,22 €	5 285 200,00 €	10 557 422,35 €	- €	18 456 545,43 €

ANNEXE 3

Modalités de REVERSEMENT entre l'ETABLISSEMENT PORTEUR et les PARTIES

Objet

La présente annexe est partie intégrante à l'accord de consortium et a pour objet de définir les modalités de collaboration financière entre UCA et chacune des PARTIES relativement au reversement des fonds provenant du financement ANR IDEX UCA^{JEDI}. Ces reversements permettent le financement ou le cofinancement de PROJETS PARTICULIERS dans le cadre de l'IDEX.

Modalités financières

Après décision du BUREAU, UCA verse à la PARTIE, la somme correspondante à la réalisation de tout ou partie du PROJET PARTICULIER en un seul versement à compter de la signature du contrat du porteur de projet, ou de la notification de crédits à la PARTIE le cas échéant. Les sommes versées ne sont pas soumises à TVA. Chaque reversement fera l'objet d'un avenant établi selon le modèle de l'ANNEXE 4 de l'accord de consortium qui permettra le suivi bilatéral des reversements infra annuels.

L'utilisation des fonds sera justifiée selon le cas, soit par l'envoi d'une copie du bilan financier du projet cofinancé, soit par l'envoi d'un bilan financier à une date déterminée par le PROJET PARTICULIER.

Le rapport financier conditionnant Le paiement de la subvention IDEX ANR ; en cas de non réception du rapport par UCA dans les conditions mentionnées supra, UCA demandera le remboursement des sommes déjà versées à

Compte rendu financier

Un compte rendu d'exécution budgétaire prendra la forme d'un état détaillé des dépenses réalisées certifié par l'agent comptable de l'établissement de chaque PARTIE concernée. Ce compte rendu financier sera envoyé à l'ETABLISSEMENT PORTEUR au plus tard le 1^{er} mars de chaque année et concernera l'exhaustivité des dépenses exécutées durant l'année civile précédente.

UCA se réserve le droit de s'assurer de la réalité des engagements comptables qui n'auront pas donné lieu à service fait au 31/12. En cas d'engagement comptable non justifié par un engagement juridique, la PARTIE s'engage à reverser à UCA les sommes non justifiées.



ANNEXE 4

Modèle d'avenants bilatéraux relative à l'annexe 3



?

?

Insérer le logo de votre établissement

?

Avenant à la CONVENTION DE REVERSEMENT signée le

ENTRE

La COMUE - Université Côte d'Azur, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, Parc Valrose, 06103 Nice Cedex 2, n° SIRET 130020894 00015, code APE 8542Z, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc Gambaudo,

Ci-après désigné L'«UCA»

ET

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Ci-après désigné le « xxxx »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet

(A définir par le porteur du projet + montant)

ARTICLE 2 - Durée

La Convention est conclue à compter de la date de dernière signature par les Parties, pour la durée du projet à savoir

ARTICLE 2 - Modalités financières

L'UCA s'engage à verser à, la somme de euros nets de taxes en un seul versement à compter de la signature de la présente. Cette somme ne sera pas soumise à TVA.

ARTICLE 4 - Modification

Toute modification au présent contrat devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par chacune des parties.

?

Fait à Nice en deux exemplaires, le

Pour le xxxx
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Pour l'UCA
Jean-Marc GAMBAUDO

ANNEXE 5
Convention attributive d'aide



CONVENTION ATTRIBUTIVE D'AIDE
n° ANR-15-IDEX-0001

Entre

L'État, représenté par le Premier ministre et la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

et

L'Agence Nationale de la Recherche, ci-après dénommée l'« ANR », sise au 50 avenue Daumesnil, 75012 Paris, représentée par son Président-directeur général ;

d'une part,

et

Le Titulaire, Université Côte d'Azur, dénommé également l'Établissement porteur, sis au 28 avenue Valrose, 06108 Nice Cedex 2, référencé sous le numéro de SIRET 13002089400015, représenté par son Président, Monsieur Jean-Marc GAMBAUDO ;

d'autre part.

Vu la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative, notamment son article 8, tel que modifié par l'article 59 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014,

Vu le décret n° 2006-963 du 1^{er} août 2006 modifié portant organisation et fonctionnement de l'ANR ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2014 fixant les ouvertures de comptes sur lesquels ont été déposés les fonds non consommables versés à partir des programmes créés par la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;

Vu la convention du 23 juin 2014 entre l'État et l'ANR relative au second programme d'investissements d'avenir, action « Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires- Économie »,

Vu la convention État – ANR relative à l'action « Laboratoires d'excellence » (LABEX) du 5 août 2010 modifiée ;

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets Initiatives d'excellence du premier programme d'Investissement d'avenir et de l'appel à projets IDEX/I-SITE du deuxième programme d'Investissement d'avenir ;

Vu les décisions du Premier ministre n° 2016-IDEX-/I-SITE-02 du 22 avril 2016 et n°2017-IDEX/I-SITE-01 du 24 mars 2017 sur le Projet « UCA JEDI » dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires-Économie » ;

Vu les décisions du Premier ministre relatives aux projets LABEX vague 2 n° 2012-LABX-28 « UCN@Sophia », n° 2012-LABX-56 « SIGNALIFE » ; n° 2012-LABX-04 « GANEX » et n° 2012-LABX-36 « ICST » dans le cadre de l'action « Laboratoires d'excellence » ;

Vu la convention de préfinancement n° ANR-15-IDEX-01 du 18/07/2016 permettant le versement d'une avance de 9 000 000 € au Projet « UCA JEDI » ;

Vu les conventions LABEX n° ANR-11-LABX-0031-01 « UCN@Sophia », ANR-11-LABX-0028-01 « Signalife », ANR-11-LABX-0014-01 « Ganex », ANR-11-LABX-0015-01 « ICST ».

Article 1 / Définitions

Convention : la présente convention et l'ensemble de ses annexes.

Initiative : terme générique désignant, selon le cas, soit une IDEX soit une I-SITE

Comité de pilotage : instance prévue dans le cadre de la convention État – ANR relative à l'action « Initiatives d'excellence » et dans le cadre de la convention État – ANR relative à l'action IDEX / I-SITE

Projet : le terme Projet avec un « P » majuscule recouvre le Projet labellisé sélectionné dans le cadre de l'AAP IDEX/I-SITE (PIA 2).

Le terme Projet avec un « P » majuscule inclut, sauf mention contraire, les projets avec un « p » minuscule de LABEX sélectionnés dans le cadre des appels à projets « Laboratoires d'excellence », qui en sont parties intégrantes.

Établissement porteur : institution responsable de la mise en œuvre du Projet, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la production des livrables du Projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des résultats et toute autre obligation définie dans la Convention attributive d'aide. La personne habilitée à engager l'institution signe la convention attributive d'aide avec l'État et l'ANR et cette institution reçoit l'aide attribuée au Projet.

Coordinateur : personne physique qui assure la coordination du Projet pour le compte de l'Établissement porteur.

Partenaire : établissement d'enseignement supérieur, organisme de recherche, acteur du monde socio-économique qui est membre du groupement présentant le Projet, et qui y contribue par ses apports. Les entreprises pourront avoir le statut de partenaire dans les projets de recherche mais ne bénéficieront pas de financement au titre de cette participation sauf sur demande exceptionnelle instruite par l'ANR et validée par le Comité de pilotage.

Bénéficiaire non partenaire : conformément à l'article 4 du règlement financier, établissement d'enseignement supérieur ou organisme de recherche non partenaire pouvant, après validation par le Comité de pilotage, via une convention de reversement, bénéficier d'une partie de l'aide.

Bénéficiaire : d'une manière générale, établissement bénéficiant, via une convention de reversement, d'une partie de l'aide allouée à l'établissement porteur, qu'il soit partenaire du Projet ou bénéficiaire non partenaire.

Projet LABEX : projet sélectionné dans le cadre de l'appel à projets « Laboratoires d'excellence » dont la description détaillée figure dans la partie de l'annexe 2 relative aux LABEX.

Période probatoire : période de référence de quatre ans à l'issue de laquelle le Projet est évalué et fait l'objet d'une vérification sur la tenue de ses engagements et l'atteinte de ses objectifs (voir article 8.1).

Durée du Projet : elle correspond à la période d'éligibilité des dépenses effectuées dans le cadre du Projet. Elle recouvre la Période probatoire et la phase d'évaluation lui faisant suite.

Reversement : une quote-part de l'aide versée à l'Établissement porteur que ce dernier octroie à un Partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet. Lorsque le terme est employé avec un « r » minuscule, il a le sens habituel de restitution partielle ou totale de l'aide à l'État par l'Établissement porteur en raison d'un manquement à une obligation essentielle (cf. articles 6.7).

Article 2 / Objet de la Convention

La Convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement du Projet.

Elle met fin à chacune des conventions LABEX visées ci-dessus, et organise le transfert des droits et obligations de chacun des établissements coordinateurs de ces projets à l'Établissement porteur du Projet, qui s'engage à poursuivre la réalisation de ces projets jusqu'à leurs termes, tels que définis dans les conventions afférentes.

L'Établissement porteur s'engage à réaliser, avec les Partenaires et dans les délais définis à l'article 4 de la Convention, le Projet dont la description constitue l'Annexe 1 de la Convention, dans le respect des recommandations du jury, incluses dans ladite Annexe.

L'Établissement porteur s'engage à affecter l'aide obtenue à la réalisation exclusive du Projet conformément à l'annexe financière constituant l'Annexe 3. Il s'engage à faire bénéficier les établissements coordinateurs des LABEX mentionnés ci-dessus de l'intégralité des aides prévues par les décisions du Premier ministre susvisées relatives auxdits projets, selon l'échéancier qui figure à l'article 5 ci-dessous.

L'ANR s'engage à verser les fonds selon le rythme et les modalités prévus à l'article 5 de la Convention.

L'Établissement porteur s'engage à réaliser des comptes rendus scientifiques, techniques et financiers de la mise en œuvre du Projet, et à répondre à toutes les démarches visant l'évaluation du Projet selon les modalités décrites à l'article 7.

L'établissement porteur s'engage à mettre en œuvre son projet conformément à l'annexe 4 qui décrit, à 4 ans, les objectifs du Projet en termes d'organisation et de gouvernance, la trajectoire, les jalons, les cibles, les procédures clefs de gestion du Projet, ainsi que le tableau de bord des indicateurs de suivi du Projet.

Les engagements de l'Établissement porteur relatifs à la politique d'organisation et de mise en cohérence entre l'Initiative et les autres projets sélectionnés ou en cours de sélection au titre des investissements d'avenir du site, sont listés à l'Annexe 5.

Les Annexes 1, 2, 3, 4, 5 susmentionnées font partie intégrante de la Convention.

Article 3 / Montant de l'aide

Le montant total de l'aide accordée au Projet par l'ANR, au nom et pour le compte de l'État, jusqu'à la fin de la période probatoire est de 60 000 000 €, versée selon l'échéancier défini à l'article 5 de la Convention. Cette somme inclut le montant de l'aide versée au titre du préfinancement du projet.

Cette aide se décompose comme suit :

Au titre de l'Initiative : 49 301 607 €

Au titre des LABEX : 10 698 393 €

Pour chaque LABEX, la somme des versements faits dans le cadre de la convention d'origine et ceux effectués dans le cadre de la Convention sera exactement égale au montant de l'aide allouée au projet tel qu'il figure dans la décision du Premier ministre visée ci-dessus. Une fois ce montant atteint, les intérêts issus de la DNC des LABEX constituent une part de l'aide dédiée à l'Initiative.

Pour chaque projet, la répartition est la suivante :

Projet	Aide allouée	Echéances versées	Echéances dans le cadre de la Convention
UCN@sophia	5 500 000 €	4 038 615 €	1 461 385 €
Signalife	11 000 000 €	8 036 635 €	2 963 365 €
Ganex	9 500 000 €	6 938 030 €	2 561 970 €
ICST	8 000 000 €	5 848 515 €	2 151 485 €

L'Établissement porteur pourra transférer une partie de l'aide aux Bénéficiaires, conformément à des conventions de reversement conclues entre lui-même et chacun d'entre eux, et transmises, ainsi que leurs éventuels avenants, à l'ANR au moment de leur signature.

Article 4 / Durée du Projet

La date de début du Projet est le 23 avril 2016. La date de fin du Projet est le 31 décembre 2020.

Les dates de fin de projet, et donc de fin d'éligibilité des dépenses au titre de l'aide, des LABEX sont les suivantes :

Projet	Date de début	Date de fin
UCN@sophia	01/03/2012	31/12/2022
Signalife	01/03/2012	31/12/2022
Ganex	01/03/2012	31/12/2022
ICST	01/03/2012	31/12/2022

Article 5 / Modalités de versement de l'aide pendant la période probatoire

Sous réserve du respect par l'Établissement porteur de ses obligations au titre de la Convention et du Règlement Financier, les versements s'effectueront selon les modalités ci-après définies.

Pendant la Période probatoire, le financement s'effectuera sous forme d'avances versées de manière biannuelle à l'Établissement porteur, en avril et en octobre, et d'un solde versé au terme du Projet.

5.1 Échéancier

Ont été versés depuis le 23 avril 2016, en amont de la présente Convention :

- Pour l'Initiative, le préfinancement, à déduire sur la période : 9 000 000 €

Le versement des intérêts générés par le placement de la dotation non consommable totale sera fait selon l'échéancier suivant.

	Notification	Avril 2018	Octobre 2018	Avril 2019	Octobre 2019
Montant des intérêts issus de la DNC IDEX/I-SITE	15 492 915 €	5 360 666 €	5 390 120 €	5 360 666 €	5 390 121 €
Déduction au titre du préfinancement IDEX/I-SITE	9 000 000 €				
Montant des intérêts issus de la DNC LABEX	3 854 352 €	1 333 635 €	1 340 964 €	1 333 635 €	1 340 963 €
Montant issu des intérêts transitoires	1 453 755 €	503 010 €	505 774 €	503 010 €	505 774 €
Montant Total à verser	11 801 022 €	7 197 311 €	7 236 858 €	7 197 311 €	7 236 858 €

Date du versement	Avril 2020	Octobre 2020	Solde
Montant des intérêts issus de la DNC IDEX/I-SITE	5 360 666 €	647 993 €	2 263 324 €
Déduction préfinancement IDEX/I-SITE			
Montant des intérêts issus de la DNC LABEX	1 333 635 €	161 209 €	
Montant issu des intérêts transitoires	503 010 €	60 803 €	
Montant Total à verser	7 197 311 €	870 005 €	2 263 324 €

Le versement des avances est subordonné au respect des dispositions et/ou obligations visées dans la Convention, en ce compris :

- l'avancement du Projet et la fourniture des documents de suivi tels que définis à l'article 7 des présentes.

Les sommes non versées au titre d'une année viennent augmenter l'annualité suivante sous réserve du respect des dispositions et/ou obligations visées dans la Convention.

5.2 Solde des LABEX

Au titre de la présente Convention, pour chaque LABEX concerné, aucune retenue d'échéance de solde n'est prévue : les sommes versées le sont à concurrence du montant de l'aide mentionné dans la décision du Premier ministre relative au projet (cf. Article 3).

5.3 Solde de l'aide au Projet

Le solde de l'aide au Projet s'élève à 2 263 325 €. Il est constitué, pour chaque échéance, par une retenue de 5 % du montant des intérêts produits par la DNC IDEX/I-SITE.

Le solde de l'aide est versé après présentation par l'Établissement porteur du relevé final de dépenses et après la réception et la validation du compte rendu de fin de Projet, mentionnés à l'article 7.2.

Le relevé final de dépenses est établi conformément à un modèle fourni par l'ANR.

Le versement du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle dans la limite du montant de l'aide. Dans l'éventualité d'un montant total de dépenses inférieur au cumul des versements perçus par l'Établissement porteur, celui-ci s'engage à reverser le trop-perçu à l'État.

Les sommes versées à l'Établissement porteur au titre de la Convention ne lui sont acquises qu'au règlement final de la Convention, sans préjudice de l'application de l'article 10 des présentes.

5.4 Coordonnées bancaires

Les versements prévus dans le cadre de la Convention seront effectués par l'ANR, au nom et pour le compte de l'État, sous réserve de la mise à disposition des fonds correspondants, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Établissement porteur :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	06000	00001006465	95

Cette aide n'entre pas dans le champ d'application de la TVA (cf. art. 4.4 du Règlement financier).

Article 6 / Caractère collectif du projet

6.1 Partenariat

Le Projet sera mené conjointement avec les Partenaires suivants :

Établissement	Nom de la personne habilitée	Prénom	Département du siège	Ville
Université de Sophia Antipolis	Tric	Emmanuel	06	Nice
CNRS	Peyroche	Anne	75	Paris
INRIA	Petit	Antoine	78	Le Chesnay
Observatoire Côte d'Azur	Lanz	Thierry	06	Nice
Centre Hospitalier Universitaire	Bouvier-Muller	Emmanuel	06	Nice
EDHEC	Oger	Olivier	06	Nice
SKEMA	Guilhon	Alice	75	Paris
CIRM	Paris	François	06	Nice
Villa Arson	Simon	Jean-Pierre	06	Nice
ESRA	Collard	Thierry	06	Nice
SDS	Larivière	Maurille	06	Nice

École supérieure de danse Rosella Hightower	Zieger	Jean	06	Mougins
CNRR	Alimi	Jean-Paul	06	Nice
INRA	Legall	Olivier	94	Ivry-sur- Seine
INSERM	Lévy	Yves	75	Paris
IRD	Moatti	Jean-Paul	13	Marseille
École Nationale Supérieure des Mines de Paris	Lafèche	Vincent	75	Paris
EURECOM	Finger	Ulrich	06	Sophia Antipolis
Fondation Université Côte d'Azur	Comas	Jean- François	06	Nice

ensemble dénommés, les « Partenaires ».

L'Établissement porteur étant le seul bénéficiaire de l'aide, les autres parties prenantes du Projet (en ce compris, les Partenaires) ne font pas l'objet de convention attributive d'aide avec l'ANR.

6.2 Modalités de pilotage et engagements de collaboration

L'Établissement porteur élaborera, pour l'ensemble des travaux menés en collaboration avec les Bénéficiaires, les comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin du Projet. Il assurera la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi et leur bonne transmission à l'ANR.

6.3 Accord de Consortium

L'Établissement porteur devra conclure avec les Partenaires un accord précisant notamment :

- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- le partage des droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus dans le cadre du Projet ;
- le régime de publication / diffusion des résultats ;
- la valorisation des résultats du Projet.

L'Établissement porteur adressera à l'ANR une copie de cet accord signé par les Partenaires dans un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. En cas de difficultés dans l'élaboration et la signature de l'accord de consortium, l'Établissement porteur doit en informer l'ANR sans délai, et doit proposer, dans un délai de deux mois maximum à compter de l'échéance du délai précité, un plan d'action pour y remédier.

6.4 Respect de l'encadrement communautaire

Cet accord de consortium permettra également de déterminer l'existence éventuelle d'une aide indirecte entrant dans le calcul du taux d'aide maximum autorisé par l'encadrement communautaire des aides à la recherche-développement et à l'innovation.

L'absence d'aide indirecte est présumée si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- le Partenaire soumis à l'encadrement supporte l'intégralité des coûts du Projet ;
- dans le cas de résultats non protégeables par un titre de propriété intellectuelle, l'organisme de recherche bénéficiaire peut diffuser largement ses résultats ;
- dans le cas d'un résultat protégeable par un titre de propriété intellectuelle, l'organisme de recherche bénéficiaire en conserve la propriété ;
- le Partenaire soumis à l'encadrement qui exploite un résultat développé par un organisme de recherche bénéficiaire verse à cet organisme une rémunération équivalente aux conditions du marché.

Article 7 / Opérations de suivi

7.1 Suivi du Projet

7.1.1 Suivi annuel

- Compte rendu intermédiaire d'avancement du Projet

L'Établissement porteur adresse annuellement, sous format électronique communiqué par l'ANR, un compte rendu intermédiaire sur l'état d'avancement du Projet, comprenant notamment le positionnement du Projet par rapport à la trajectoire définie en Annexe 4.

Ces comptes rendus sont à fournir au plus tard le 31 mars de chaque année.

La non transmission d'un de ces documents peut conduire à l'interruption du versement de l'aide, sans préjudice de l'application de l'article 10 des présentes.

Les comptes rendus intermédiaires d'avancement du Projet feront l'objet d'une transmission au Comité de pilotage défini dans l'article 2.4 de la convention État-ANR susvisée.

- Indicateurs

L'Établissement porteur s'engage, dans le cadre du suivi annuel du Projet, à renseigner électroniquement :

- des indicateurs et des jalons spécifiques à son Projet mentionnés à l'Annexe 4 ;
- des données de caractérisation et des indicateurs communs à l'ensemble des Initiatives destinés à mesurer le positionnement mondial de l'Initiative, son caractère transformant et sa capacité d'entraînement sur la politique d'excellence ; ces données de caractérisation et ces indicateurs communs concerneront notamment la notoriété et la reconnaissance constatées aux plans national, européen et international, la production scientifique de l'Initiative et son impact, l'attractivité - notamment internationale - de l'offre de formation, l'ampleur et l'intensité des partenariats socio-économiques ainsi que l'évolution de la gouvernance ; ces données de caractérisation et ces indicateurs communs sont communiqués à l'Établissement porteur avant la signature de la Convention.

- Relevé intermédiaire de dépenses

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, pour chaque exercice, sous format électronique et en version papier, un relevé récapitulatif des dépenses exécutées au cours de l'exercice écoulé au titre du Projet et des projets, selon les modalités suivantes :

- un relevé des dépenses effectuées par chaque Bénéficiaire au cours de l'exercice, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes ;
- un relevé des dépenses effectuées par l'Établissement porteur, signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes ;
- un tableau de synthèse de l'ensemble des dépenses effectuées par les Bénéficiaires pour la réalisation du Projet, établi par l'Établissement porteur ;
- les montants mis à jour des versements effectivement décaissés et prévus par les co-financeurs pendant la durée du Projet.

L'ensemble des documents relatifs au Projet et aux projets sont fournis chaque année au plus tard le 31 mars.

7.1.2 Suivi par le Comité de pilotage

Durant la Période Probatoire, le Comité de pilotage se réunira chaque année pour faire le point sur l'avancement du Projet, sur la base du compte rendu intermédiaire d'avancement du Projet et des indicateurs fournis par le porteur de l'Initiative. Le Comité de pilotage peut faire procéder à des analyses plus détaillées.

À cet effet, un échange avec l'Établissement porteur et ses Partenaires pourra être organisé par l'État ou l'ANR, via une audition, une visite de site ou tout autre moyen que l'ANR estimera adéquat.

Si le Comité de pilotage estime que le Projet s'éloigne de façon trop importante de la trajectoire définie initialement en Annexe 4, un plan d'action pourra être demandé à l'Établissement porteur afin de crédibiliser l'atteinte des cibles définies. Ces instances pourront formuler des recommandations pour les exercices suivants.

De façon générale, l'État ou l'ANR pourra :

- organiser des revues relatives au Projet, réunissant l'ensemble des Partenaires, pour faire un point détaillé sur l'avancement du Projet ;
- mandater des études ou audits à la conduite desquels l'Établissement porteur s'engage à apporter sa pleine coopération ; ces études ou ces audits seront notifiés préalablement par l'ANR dans un délai raisonnable.

7.2 Documents de fin de Projet et de projets

- Compte-rendu de fin de Projet

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, sous format électronique fourni par l'ANR, le compte-rendu de fin de Projet, comprenant une section spécifique par LABEX, ainsi qu'une section relative à la coordination des objets du PIA mentionnés dans l'Annexe 5.

Ces documents sont transmis à l'ANR au plus tard dans un délai de deux mois suivant la date de fin du Projet définie à l'article 4 de la Convention.

- Relevé final de dépenses

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, sous format électronique et en version papier :

- un relevé final des dépenses effectuées par chaque Bénéficiaire au cours du Projet, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et certifié par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes ;
- un relevé final des dépenses effectuées par l'Établissement porteur au cours de l'opération, signé par son représentant légal et certifié par son commissaire aux comptes ;
- un tableau de synthèse final de l'ensemble des dépenses effectuées au cours du Projet, par les Bénéficiaires pour la réalisation du Projet, établi par l'Établissement porteur ;
- un tableau de synthèse finale de l'ensemble des versements effectivement décaissés par les co-financeurs pendant la durée du Projet.

Ces documents sont transmis à l'ANR au plus tard dans un délai de deux mois suivant la date de fin du Projet définie à l'article 4 de la Convention.

7.3 Opérations de communication

Sauf opposition écrite et préalable de l'Établissement porteur ou de l'un de ses Partenaires, le Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Commissariat général à l'Investissement et l'ANR pourront communiquer sur les objectifs généraux du Projet, ses enjeux et ses résultats.

L'Établissement porteur s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir, en indiquant le numéro de la Convention, dans ses propres actions de communication sur le Projet (ANR-15-IDEX-0001), ses résultats et dans ses publications scientifiques (par exemple : « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme d'Investissements d'avenir portant la référence ANR-15-IDEX-0001 »).

Les modalités applicables aux LABEX concernés demeurent celles définies dans les conventions d'origine.

L'Établissement porteur s'engage à participer aux opérations de communication, notamment aux colloques en cours et en fin de programme d'investissements d'avenir, organisées par l'ANR, liées à l'appel à projets de l'action « IDEX/I-SITE ».

L'Établissement porteur s'engage également à participer aux opérations de valorisation du programme d'investissements d'avenir à la demande du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, du Commissariat général à l'investissement ou des représentants de l'État.

7.4 Évaluation ex-post

Conformément à l'article 5.1 de la convention État-ANR du 23 juin 2014 susvisée, l'ANR devra procéder à une évaluation scientifique et économique pour apprécier l'impact des investissements consentis au titre des Initiatives d'excellence et des laboratoires d'excellence.

Cette évaluation sera réalisée à la charge de l'ANR au cours du programme d'investissements d'avenir et au plus tard dans un délai maximum de deux ans à compter de la date de fin de Convention. L'Établissement porteur sera informé du choix de l'expert indépendant ou de l'organisme désigné par l'ANR. Il ne pourra le refuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre l'Établissement porteur, les Partenaires et l'expert ou l'organisme désigné.

Article 8 / Dispositions relatives à la Période probatoire

8.1 Examen de fin de période probatoire

La date de fin de la période probatoire, période de référence à l'issue de laquelle le Projet est évalué sur la tenue de ses engagements et l'atteinte de ses objectifs, est fixée au 22 avril 2020.

Sous l'autorité du Comité de pilotage de l'action IDEX/I-SITE, il sera procédé à une évaluation au cours du second semestre de l'année 2020.

À cet effet, l'Établissement porteur s'engage à répondre et à coopérer aux demandes qui pourraient lui être formulées par l'ANR ou l'État dans le cadre d'études ou d'audits réalisés pour objectiver cette évaluation. Ils pourront être conduits par l'ANR, l'État ou toute autre personne mandatée par l'ANR ou l'État.

En particulier, l'ANR ou l'État demandera une évaluation du Projet par tout ou partie du jury tel que défini à l'article 2.4 de la convention État-ANR susvisée. Une ou plusieurs visites sur sites pourront être organisées.

Cette évaluation a notamment pour objectif de vérifier que :

- l'ambition du projet et son effet transformant ainsi que la trajectoire, les jalons, les cibles à 4 ans et les indicateurs définis dans la présente Convention ont été respectés ;
- le Projet est capable d'atteindre les objectifs et cibles à 10 ans prévus dans l'Annexe 1 de la présente Convention.

En s'appuyant sur cette évaluation, le Comité de pilotage précité, présidé par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ou son représentant, peut proposer une dotation qui sera définitivement dévolue au Projet, soit le renouvellement d'une période probatoire pour une durée à déterminer, soit l'arrêt du soutien. La décision finale est prise par le Premier ministre, sur avis du Commissariat général à l'investissement. Elle est transmise par l'ANR à l'Établissement porteur.

8.2 Dévolution définitive de la dotation

Le cas échéant, après décision du Premier ministre autorisant la dévolution d'une dotation non consommable au Projet, une convention spécifique est conclue entre l'État, l'ANR et l'Établissement porteur pour préciser les conditions dans lesquelles cette dotation sera gérée et les modalités de suivi spécifique.

8.3 Reconstitution de la Période probatoire

Le cas échéant, après décision du Premier ministre reconduisant la Période probatoire, un avenant à la Convention précise la nouvelle trajectoire du Projet ainsi que la cible à atteindre pour bénéficier de la dévolution de la dotation.

En cas de prorogation de la Période probatoire pour une durée à déterminer, le Premier ministre peut revoir le montant de la dotation non consommable affectée au Projet.

8.4 Arrêt de l'Initiative

Le cas échéant, après décision d'arrêt du Projet prise par le Premier ministre, les dispositions relatives à la fin de Projet figurant à l'article 7.2 de la Convention s'appliquent.

Article 9 / Protection des résultats

Dans l'hypothèse où les recherches effectuées dans le cadre du Projet aidé par l'ANR aboutiraient à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition en France ou à l'étranger, l'Établissement porteur ou le Partenaire concerné doit en informer l'ANR.

L'Établissement porteur ou le Partenaire concerné est tenu d'avertir l'ANR de toute cession ou nantissement du brevet en cause.

Ces informations seront transmises à l'ANR sous la forme d'un tableau annuel récapitulatif.

Article 10 / Conditions suspensives et de reversement de l'aide

En cas de difficulté de mise en œuvre de la Convention, l'Établissement porteur doit en informer l'ANR le plus rapidement possible et doit proposer un plan d'actions pour y remédier.

L'ANR peut suspendre les versements en cas de refus avéré et persistant de mentionner le soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir, tel que stipulé au point 7.3 de la Convention.

La Convention sera réputée faire l'objet d'un manquement grave par l'Établissement porteur notamment dans les cas suivants :

- mise en cause du caractère collectif du Projet tel que stipulé à l'article 6 des présentes, et en particulier défaut de communication de l'accord de consortium mentionné à l'article 6.3 de la Convention, dans les délais ;
- défaut de communication des relevés de dépenses intermédiaires et des relevés de dépenses finaux décrits dans l'article 7 des présentes ;
- défaut de communication des comptes rendus intermédiaires d'avancement et du compte rendu de fin de Projet mentionnés à l'article 7 des présentes ;
- incapacité de l'Établissement porteur à mener le Projet selon les modalités prévues initialement ;
- inexécution partielle ou totale du Projet, retard significatif par rapport au calendrier prévu et aux jalons et cibles définies dans l'Annexe 4 ;
- communication d'informations trompeuses ou mensongères dans le cadre du suivi ;
- empêchement de faire procéder aux contrôles prévus à l'article 6.3 du Règlement Financier, ou si ces contrôles font apparaître que tout ou partie des sommes reçues par l'Établissement porteur n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la Convention ;
- manquement à l'article 9 de la Convention relatif à la protection des résultats ;
- violation de l'encadrement communautaire relatif aux aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ayant pour effet de donner lieu à des aides indirectes illégales.

Au cas où l'Établissement porteur ne respecte pas les stipulations de la Convention, l'ANR, après avoir mis à même par tous moyens l'Établissement porteur de faire valoir ses motifs, saisit le Comité de pilotage susmentionné.



Ce dernier peut, après avis du Commissaire général à l'investissement et après que l'Établissement porteur a pu présenter des observations écrites ou orales, proposer soit de faire cesser le versement des tranches suivantes, soit d'interrompre le Projet et demander le reversement de tout ou partie des sommes versées en fonction de la gravité du manquement, dans le cadre des dispositions de l'article 7.2 de la convention du 23 juin susvisée.

En cas de reversement, l'État produira un titre de recettes et procédera au recouvrement.

Article 11 / Règlement financier

Le Règlement Financier s'applique à la Convention et l'Établissement porteur en a pris connaissance.

Fait en quatre exemplaires originaux, à Paris, le : **29 DEC. 2017**

Pour l'État :

Le Premier ministre,

Pour l'Établissement porteur :

Le Président,



Université Côte d'Azur
Jean-Merc GAMBAUDO
Président

Pour l'ANR :

Le Président-directeur général,



Thierry Damerval
Président Directeur Général

Agence Nationale de la Recherche

Liste des annexes

- 1- Présentation du Projet
 - 1.a Dossier déposé en phase de sélection – version française
 - 1.b Dossier déposé en phase de sélection – version anglaise
 - 1.c Avis du Jury
- 2- Présentation des projets LABEX
 - 2.a Politique scientifique et gouvernance
 - 2.b LABEX
- 3- Annexe financière
- 4- Objectifs d'organisation et de gouvernance, trajectoire, jalons, cibles et indicateurs de l'initiative
- 5- Articulation entre l'initiative et les autres projets lauréats du programme des Investissements d'Avenir qu'elle a vocation à coordonner

ANNEXE 6
Charte de signature des publications

La signature scientifique d'UCA

A dater du 1^{er} juillet 2016, toutes les publications et productions issues des laboratoires, équipes de recherche ou de création d'UCA devront porter la signature commune des membres d'Université Côte d'Azur.

L'usage de cette signature est impératif ; il conditionne notamment la reconnaissance d'UCA par la communauté des pairs et sa présence dans les classements internationaux. La direction d'UCA sera extrêmement vigilante sur le respect de cette signature et mettra en œuvre tous les moyens incitatifs nécessaires pour qu'elle soit correctement appliquée.

Principes

UCA adopte un ordre descendant de sa signature (de la structure la plus englobante à la structure la plus petite) et une présentation monoligne. Ces choix conviennent désormais parfaitement aux performances des nouveaux moteurs de recherche.

L'ordre des établissements tutelles est en principe indifférent.

Toutefois, UCA préconise l'ordre suivant.

- Pour témoigner de la politique de site commune, il est souhaitable que le nom d'Université Côte d'Azur figure en premier ; le sigle UCA est banni car déjà utilisé par d'autres.
- Viendront ensuite les noms des établissements tutelles du laboratoire ou de l'équipe auquel ou à laquelle est rattaché l'auteur – à l'exception du nom de l'Université Nice Sophia Antipolis. En effet, la référence à deux universités successivement diviserait par deux l'impact de la publication dans les classements internationaux.
A ce stade, il peut être pertinent de commencer par l'établissement employeur ; cet ordre est imposé aux chercheurs Inria des équipes projets communes ; il est recommandé pour les autres (à l'exception des enseignants-chercheurs de l'UNS).
- Les noms des établissements seront suivis du nom abrégé du laboratoire et de lui seul. Sont exclus ici les noms développés, les numéros d'UMR ou d'unité INSERM, etc.
- L'adresse sera réduite à la seule mention du pays.

Le nom développé du laboratoire et ses différents identifiants, ainsi que l'adresse complète du laboratoire, seront donc reportés en note de bas de page, sauf format autre imposé par l'éditeur.

Exemples

Signature d'un chercheur OCA de Géoazur :
Université Côte d'Azur, OCA, CNRS, IRD, Géoazur, France

Signature d'un enseignant-chercheur UNS de l'iBV :
Université Côte d'Azur, CNRS, INSERM, iBV, France

Signature d'un enseignant-chercheur UNS d'une équipe d'accueil, tel le CRHI :
Université Côte d'Azur, CRHI, France

Signature d'un chercheur CNRS d'une Equipe-Projet Commune du LJAD :
Université Côte d'Azur, CNRS, Inria, LJAD, France

Signature d'un chercheur Inria d'une Equipe-Projet Commune du LJAD :
Université Côte d'Azur, Inria, CNRS, LJAD, France

Signature d'un chercheur Inria d'une Equipe-Projet Inria (non commune)
Université Côte d'Azur, Inria, France

Signature d'un enseignant de SKEMA dans une équipe du GREDEG :
Université Côte d'Azur, SKEMA, CNRS, GREDEG, France

Signature d'un enseignant de SKEMA hors UMR :
Université Côte d'Azur, SKEMA, France

Signature d'un hospitalier ou d'un hospitalo-universitaire du C3M :
Université Côte d'Azur, CHU, INSERM, C3M, France

La même règle vaut pour les personnels des partenaires d'UCA :

Signature d'un chercheur INSERM du C3M :
Université Côte d'Azur, INSERM, C3M, France

Signature d'un chercheur INRA de l'ISA :
Université Côte d'Azur, INRA, ISA, France

Cas particuliers

Pour les enseignants-chercheurs de Paris 6
Université Côte d'Azur, UPMC, CNRS, OCA, IRD, Géoazur, France